



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

PERIODIQUE MENSUEL

Avril 1977

No: Général 17 - français 6

Prix 10 FB

Abonnement annuel

Belgique: 100 FB

Etranger: 200 FR

La reproduction des nos articles
est autorisée avec la mention de la
référence INFO-TÜRK ou ITA

LE PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP) PARTICIPE AUX ELECTIONS ANTICIPÉES

ANKARA (ITA) - L'Assemblée Nationale actuelle de Turquie décida d'avancer cette année la date des élections générales, d'octobre à juin. Huit partis politiques sont qualifiés pour prendre part aux prochaines élections générales qui auront lieu le 5 juin.

Les deux plus grands partis en concurrence sont le Parti de Justice (AP), partenaire principal de l'actuel Gouvernement de Front Nationaliste, et le Parti Républicain du Peuple (CHP), principale formation d'opposition. On peut considérer les six autres partis comme mineurs, mais leurs rôle politique ne doit pas être négligé.

Dans l'éventail politique, le Parti de Justice (AP) représente le centre-droite et défend les intérêts de la grande bourgeoisie turque qui recherche une collaboration permanente avec les cercles capitalistes occidentaux et approuve le maintien des accords bilatéraux entre la Turquie et les USA et le renforcement de la participation turque dans les blocs militaires tels que l'OTAN et le CENTO.

Le Parti Républicain du Peuple (CHP) se situe au centre-gauche dans l'éventail. Il approuve le renforcement de l'ordre capitaliste en imposant un prétendu "secteur populaire" et en élargissant les mesures de sécurité sociale. Dans l'arène internationale, le CHP préconise la participation turque aux blocs économiques et militaires occidentaux, mais demande la révision de certaines clauses des accords bilatéraux qui menacent la souveraineté de l'Etat turc.

A l'extrême droite de l'éventail se trouve le Parti de Salut National (MSP), représentant la bourgeoisie d'Anatolie provinciale qui cherche à créer un état basé sur les principes islamiques; le Parti Démocratique (DP), qui représente les intérêts de la bourgeoisie provinciale naissante contre la con-

centration capitaliste des grandes villes; le Parti Républicain de Confiance (CGP), préconisant une économie capitaliste, maintient une attitude anti-communiste fanatique; et finalement l'organisation fasciste d'une triste notoriété, le Parti d'Action Nationaliste (MHP) qui est le principal responsable des assassinats politiques dans toute la Turquie et qui cherche à créer un état fasciste à l'image de l'Allemagne d'Hitler.

A la gauche du CHP, un parti mineur, le Parti de l'Union de Turquie (TBP), conduit par plusieurs dirigeants locaux Alevi (secte religieuse en Islam), essaie d'attirer ceux qui ne sont pas satisfaits de l'attitude du CHP.

A côté de ces sept partis, et pour la première fois depuis les élections de 1969, l'organisation politique de la classe ouvrière, le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), prend part aux prochaines élections générales. Le TIP a été formé en 1961 par les ouvriers et put obtenir quinze sièges à l'Assemblée Nationale entre 1965 et 1969. A la suite de l'intervention militaire du 12 mars 1971, le TIP fut dissous et ses dirigeants furent condamnés à 15 ans de prison. Mais après l'amnistie générale, ils furent libérés et le 1er mai 1975 ils rétablirent le TIP.

La participation du TIP aux prochaines élections a une grande importance parce que, depuis 1969, malgré la participation des deux partis qui représentent le centre-gauche, les ouvriers ne furent ni proposés ni élus au cours des élections. Comme on peut le voir sur le tableau suivant, seuls les représentants des classes dirigeantes ou de la petite bourgeoisie pouvaient entrer au Parlement:

STRUCTURE DE CLASSES DES GROUPES PARLEMENTAIRES DES PARTIS POLITIQUES

Professions	CHP	TBP	AP	MSP	DP	CGP	MHP	TOTAL
Ouvriers	---	---	---	---	---	---	---	---
Dirigeants des syndicats	3	---	2	---	5	---	---	10
Employés	1	---	---	1	---	---	---	2
Techniciens	1	---	2	---	---	---	---	3
Journalistes	7	---	1	1	1	---	---	10
Ingénieurs	17	---	17	9	5	---	---	48
Enseignants	21	---	4	6	---	---	---	31
Professeurs	5	---	4	3	1	1	---	14
Artisans	1	---	---	---	---	---	---	1
Professions libérales	92	1	62	15	19	10	2	201
Membres du clergé (musulman)	---	---	6	6	3	---	---	15
Ménagères	2	---	---	---	---	---	---	2
Fermiers	12	---	12	---	8	1	---	33
Bureaucrates d'un rang élevé	10	---	11	---	---	---	---	21
Officiers supérieurs de l'armée	4	---	8	1	---	---	1	14
Capitalistes	11	---	20	6	3	1	---	41
TOTAL	186	1	149	48	45	13	3	446

Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) déclare que des ouvriers, des paysans pauvres et des intellectuels socialistes seront présentes sur les listes du parti.

D'autre part, le TIP a publié son manifeste électoral qui a été adopté par le Premier Grand Congrès, et il a fait appel à toutes les forces socialistes et démocratiques pour qu'elles soutiennent la lutte en vue de réaliser ces buts. (Le texte complet des Résolutions du TIP est joint en supplément à ce Bulletin ITA.)

Comme il a été expliqué dans le bulletin ITA récent, le TIP a proposé au CHP d'établir une coopération de longue durée entre les socialistes et les socio-démocrates contre l'impérialisme et le fascisme, mais cette proposition a été rejetée par le CHP.

Dans son discours électoral, Ecevit, le leader du CHP, a affirmé que lui-même et son parti étaient les combattants les plus intelligents contre le communisme. Madame Behice Boran, leader du TIP a accusé à la fois le CHP et le AP de baser leur campagne électorale sur l'anti-communisme alors que la Turquie reste le seul pays d'Europe qui interdit l'activité légale du parti communiste.

Dans le prochain, l'Agence Info-Türk publiera toutes les informations détaillées sur les partis politiques qui participeront aux élections.

VAGUE DE TERREUR FASCISTE CONTINUE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - La vague de terreur fasciste est continuée dans les principales villes turques par les "Loups Gris", unités de commando para-militaire du Parti d'Action Nationaliste (MHP). Douze personnes ont été assassinées et 239 blessées en trois semaines. Ainsi, le nombre des victimes est passé de 137 à 149 par les nouveaux assassinats.

Liste chronologique des assassinats politiques récents:

27 MARS: Les Loups Gris mirent le feu à deux librairies et causèrent la mort d'un libraire âgé de 17 ans, Rifat Kurt.

27 MARS: L'ouvrier Hakan Tugrul, qui avait été blessé au cours d'un raid, le 22 mars est mort à l'hôpital.

2 AVRIL: L'ouvrier Avni Ece a été tué par balles, alors qu'il collait des affiches sur un mur à Izmir.

4 AVRIL: L'ouvrier Hasan Ateş a été tué pendant qu'il paignait des slogans sur la rue devant l'Usine Eczacıbaşı à Istanbul.

4 AVRIL: Ali Evlek, membre du CHP a été tué par balles à Gaziantep.

5 AVRIL: L'étudiant Kemal Karaca a été tué par balles à Istanbul par les Loups Gris.

5 AVRIL: Ali Özkan, étudiant à l'École Supérieure, tué par balles à Ankara.

6 AVRIL: Vahit Mutlu, étudiant d'école supérieure, tué par balles à Iskenderun.

6 AVRIL: L'ingénieur Mehmet Gürkan a été trouvé mort dans le campus de l'Université Hacettepe à Ankara.

9 AVRIL: L'étudiant Şerif Çorbacıoğlu, tué par balles au cours d'un raid sur la Faculté de Sylviculture à l'Université d'Istanbul.

12 AVRIL: L'étudiant à l'Université, Süleyman Akdag, qui avait été blessé au cours d'un conflit armé à Ankara, est mort à l'hôpital.

17 AVRIL: L'étudiant Şaban Bozkurt a été tué par balles au cours d'un raid par les Loups Gris sur le local des enseignants à Çine.

Des commandos fascistes ont mis le feu au local d'Üsküdar (Istanbul) du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) à Istanbul et ils ont brûlé tous les documents. Le TIP a publié un tract protestant contre cette attaque. Cette fois les commandos blessèrent, le 6 avril, un membre du parti, Mustafa Koca.

Les plus sauvages de ces raids eurent lieu le 17 mars à Uşak et le 19 mars à Serik. Au total 46 personnes furent blessées. Des commandos fascistes ont fait un raid de choc contre les domiciles des personnes progressistes à Tunceli, le 27 mars.

Dans les trois semaines le nombre de blessés a été enregistré comme suit:

27 MARS: 12 blessés au cours de 10 raids,
 30 MARS: 31 blessés au cours de 9 raids,
 1 AVRIL: 14 blessés au cours de 7 raids,
 2 AVRIL: 13 blessés au cours de 7 raids,
 4 AVRIL: 2 blessés au cours de 1 raid,
 5 AVRIL: 13 blessés au cours de 6 raids,
 6 AVRIL: 38 blessés au cours de 6 raids,
 7 AVRIL: 13 blessés au cours de 2 raids,
 8 AVRIL: 13 blessés au cours de 3 raids,
 9 AVRIL: 9 blessés au cours de 3 raids,
 11 AVRIL: 12 blessés au cours de 7 raids,
 12 AVRIL: 21 blessés au cours de 6 raids,
 13 AVRIL: 2 blessés au cours de 1 raid,
 17 AVRIL: 2 blessés au cours de 1 raid.

INTERDICTION A 100.000 CITOYENS TURCS DE VOYAGER A L'ETRANGER

ISTANBUL (ITA) - En dépit du droit de l'Homme à voyager librement, reconnu par les Déclarations Universelles et, récemment, par les Accords d'Helsinki, il est interdit à 100.000 citoyens turcs de voyager à l'étranger. L'Aéroport Yeşilköy d'Istanbul déclara que des listes de 100.000 citoyens se trouvent à chaque poste de contrôle de Turquie. C'est pour des raisons politiques que beaucoup d'entre eux sont frappés par cette interdiction.

QUATRE JOURNALISTES JUGES PAR UN TRIBUNAL MILITAIRE

ISTANBUL (ITA) - Quatre journalistes sont jugé par un tribunal militaire sous l'inculpation de "diffamation des forces armées turques". Ils sont menacés de 5 ans d'emprisonnement chacun.

Kemal Dogan et Leyla Cümbüs, éditeurs responsables de l'hebdomadaire Halkın Sesi, Mehmet Serik, éditeur responsable de l'hebdomadaire Halkın Yolu et Mehmet Özgül, éditeur responsable de l'hebdomadaire Halkın Gücü déclarèrent que le jugement de journalistes par une cour militaire est une violation de la Constitution turque et ils firent appel à toutes les forces démocratiques pour protester contre cette violation, alors que l'année 1977 est proclamée, dans le monde entier "Année de la Liberté". (C - DG - ET-1/4)

"QUE FAIRE" CONFISQUE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - L'oeuvre célèbre de Lénine, "Que faire?", a été confisquée par décision d'une cour criminelle à Ankara. M. Muzaffer Erdost, éditeur du Sol Yayınları sera jugé "pour propagation du communisme" et est menacé de 7ans six mois d'emprisonnement et deux ans et demi d'exil, conformément à l'article 142 du Code pénal turc. Ceci est l'un des articles que le TIP veut voir annulé.

Dans le district de Nurhak, le directeur d'école primaire, Muharrem Özer, a été également arrêté, sous la même inculpation. (C-DG-ET-14/4)

LES LOUPS GRIS COMMENCENT A S'ORGANISER A CHYPRE

NICOSIE (ITA) - M. Alper Orhon, président du Parti du Peuple de Chypre (KHP) déclara dans une interview au journal Politika que les Loups Gris (Unités de commando para-militaires fascistes) commencent à s'organiser aussi à Chypre.

Comme il a été expliqué dans le récent bulletin ITA, les Loups Gris se sont organisés en Turquie et parmi les travailleurs immigrants dans les pays d'Europe tels que l'Allemagne, les Pays-Bas et la France.

M. Orhon accuse M. Rauf Denktaş, Président du soi-disant Etat turc fédératif de Chypre, d'avoir invité les Loups Gris à Chypre et de leur avoir fourni des possibilités financières et matérielles. (P-DG-ET-23/3)

LE TAUX DE CRIMINALITE S'ACCROIT EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - A la suite d'une crise économique et sociale de plus en plus grave, le taux de criminalité s'accroît en Turquie, et les hold-ups contre les banques et les bijouteries, les vols de voitures sont devenus quotidiens dans les grandes villes de Turquie.

Ce phénomène de criminalité est en relation directe avec la détérioration des conditions de vie des masses travailleuses.

Un fonctionnaire de grade supérieur à la Direction Générale de la Sûreté, affirma que les crimes contre la propriété ont augmenté de 300 à 500 % au cours des trois dernières années. Durant les 15 dernières années il y a eu 35 hold-ups dans les banques à Istanbul, dont 12 cette année. La plupart des voleurs n'ont pas été arrêtés. Quatre cents maisons en moyenne sont cambriolées journellement à Istanbul et de tels incidents augmentent aussi à Adana et à Izmir. (DN-DG-ET-13/4)

DEUX BANQUES ETRANGERES OUVRIRAIENT DES FILIALES EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - La Wells Fargo Bank des USA et la Banque de Crédit et de Commerce International s.a, ayant son siège à Luxembourg ont demandé au Ministère des Finances turc l'autorisation d'ouvrir des filiales en Turquie. La deuxième de ces banques souhaiterait accroître les liens monétaires de la Turquie avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC).

La Turquie est devenue un pays vierge pour les capitalistes occidentaux qui recherchent des régions nouvelles pour y investir sans aucun risque, et cela spécialement pendant la période du Gouvernement de Front Nationaliste. (DN-DG-ET-17/4)

LES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE 1er CONGRES DU
PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP),
TENU LES 26-27-28 FEVRIER 1977 A ISTANBUL

I.

Le premier Congrès du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), le parti socialiste scientifique de la classe ouvrière de Turquie, approuve les points de vue exposés dans le rapport présenté au Congrès par le Comité Central de direction et dans l'allocution prononcée par la Présidente Behice Boran, et, en prenant pour base ces points de vue, il présente les considérations ci-dessous à l'attention des ouvriers, des travailleurs, de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes.

Depuis sa fondation, le TIP a affirmé que la tâche immédiate est la démocratisation; il a souligné cette tâche fondamentale dans son programme et ses statuts et a concrétisé l'attitude du parti en matière de lutte pour la démocratie dans le "Manifeste Démocratique" adopté à la réunion du 8 juillet 1975 du Comité Central de direction. Ce manifeste, qui tient une place importante dans l'histoire de l'évolution du parti, indique qu'une lutte démocratique cohérente et conséquente peut se baser sur les quatre points suivants:

- La lutte démocratique doit être menée avec la lutte anti-impérialiste.
- La lutte démocratique doit aussi prendre comme cible, les sources économiques des tendances et pratiques anti-démocratiques.
- Etre démocrate cohérent, mener une lutte démocratique cohérente n'est possible qu'en élevant cette lutte au niveau de la lutte pour la démocratisation de toute la structure sociale.
- La démocratisation politique, la délimitation et le développement des libertés sont la tâche immédiate de la lutte démocratique.

Le Manifeste démocratique, outre l'indication des bases sur lesquelles s'élèvera la lutte démocratique, a consacré une partie à l'explication de la conception qu'a le parti de la tâche de démocratisation, à la concrétisation "des objectifs d'une lutte démocratique, vers lesquels socialistes, progressistes, démocrates, tous les patriotes marcheront ensemble".

Le premier Grand Congrès du Parti Ouvrier de Turquie affirme que les objectifs définis dans cette partie intitulée "la plate-forme commune de la lutte démocratique" du Manifeste Démocratique gardent intégralement leur validité et leur importance encore aujourd'hui.

II.

Le PGC du TIP, prenant en considération les conditions concrètes dans lesquelles se trouve notre pays, le rapport des forces de classe, l'importance des pas en avant dans la lutte démocratique pour l'union des luttes des masses ouvrières et travailleuses et de tous les progressistes et patriotes, définit les revendications suivantes, qui pourraient être avancées comme les objectifs concrets communs dans la réalisation de l'union la plus large des partisans de la démocratisation politique, dans la période à court terme à venir.

BARRER LA ROUTE A LA MONTEE DU FASCISME

1. Pour arrêter la politique d'escalade du fascisme, pour assurer la sécurité dans les élections qui s'approchent, le Front Nationaliste au gouvernement doit être renversé; un gouvernement pré-électoral doit être formé sans la participation des partis de Justice et d'Action Nationaliste.

2. Les auteurs des agressions armées et non armées, des assassinats, des descentes contre des réunions, des organisations, des sièges de parti doivent être absolument identifiés. Il faut demander des comptes aux autorités responsables, intentionnellement ou par négligence, des fautes et des conséquences commises pendant l'identification, l'arrestation, et l'envoi devant les instances judiciaires des individus, ainsi qu'à ceux qui ont pratiqué la torture sur des personnes sous surveillance ou en état d'arrestation.

3. Les appuis intérieurs et extérieurs au parti d'Action Nationaliste, au Foyer des Idéaux, aux commandos (Loups Gris) ainsi que leur sources financières doivent être révélés et poursuivis par la justice.

4. Les dossiers sur des accusations de compromissions et des abus doivent être étudiés dans toutes leurs dimensions, doivent être rendus publics et les poursuites nécessaires doivent se faire pour déférer les responsables à la justice.

5. Le gouvernement qui va remplacer le gouvernement du Front Nationaliste doit prendre des mesures efficaces pour assurer le droit de vivre, l'inviolabilité et la liberté de la personne, inviolabilité du domicile, la sécurité de libre enseignement et l'instruction, doit mettre un terme à la fascisation des cadres administratifs d'Etat, des institutions d'Education Nationale; doit réexaminer les nominations du Front Nationaliste, la multiplication anormale des postes administratifs et les épurations de fonctionnaires et d'enseignants pendant son règne; et doit faire les réorganisations nécessaires pour rendre aux victimes leurs fonctions et leurs droits.

6. Les articles 141-142 du Code Pénal Turc ainsi que ses autres articles anti-démocratiques doivent être immédiatement annulés. Ils menacent d'une façon permanente la lutte économique, politique et idéologique de notre classe ouvrière et le développement du Parti Ouvrier de Turquie qui est la concrétisation au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau politique de cette lutte; ils menacent aussi l'opposition sociale démocratique, et la vie scientifique, philosophique, littéraire, artistique, la presse et l'information de notre pays. Dans ce cadre:

- La formation dénommée Parti Communiste de Turquie (TKP) doit pouvoir être légalement fondée en Turquie,

- Les conditions légales nécessaires pour que ceux qui sont obligés de rester à l'extérieur du pays pour des raisons politiques, puissent rentrer et exercer une activité politique doivent être réalisées,

- Ceux qui ont été frappés par des peines de prison pendant la période du 12 mars et ceux qui ont été condamnés par les tribunaux de Sécurité d'Etat être réhabilités et retrouver leur liberté,

- Tous les articles restrictifs et prohibitifs du code des parti politiques qui ne seraient pas prévus par le contenu et la lettre de la Constitution doivent être annulés.

7. On doit mettre fin aux pratiques discriminatoires, oppressives, racistes et chauvines, aux provocations et aux menaces dans les régions de l'Est et du Sud-Est du pays, que les pouvoirs bourgeois exercent depuis toujours en vue de sauvegarder la domination et les intérêts de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens et cela, quoique l'article 2 de la Constitution définit la République turque non pas comme un état nationaliste mais comme un état national.

8. A- On doit exclure du cadre de la définition du "fonctionnaire d'Etat" tous ceux qui travaillent dans la fonction publique, dans les institutions étatiques à l'exception de ceux qui sont dans des postes de direction et de contrôle. En supprimant ainsi la distinction actuelle et artificielle entre "l'ouvrier" et "le fonctionnaire" on doit reconnaître à ces derniers leurs droits de convention collective et de syndicalisation comme à tous les travailleurs et on doit leur permettre de s'inscrire à des organisations politiques.

B- Le lock-out, qui contredit les droits et les libertés démocratiques doit être interdit; les articles du Code du Travail qui menacent l'exercice du droit de convention collective et du droit de grève, qui permettent à l'employeur de renvoyer l'employé à sa guise doivent être supprimés.

C- La grève générale et la grève de solidarité doivent être légalisées. Dans la détermination de l'habilité à la convention collective, le référendum à vote secret et recensement public doit être retenu comme l'unique procédé valable.

D- La règle "A travail égal, salaire égal" doit s'appliquer strictement, défavoriser des ouvriers femmes et enfants doit prendre fin. Du fait de la situation particulière des femmes et enfants, une législation et des mesures particulières qui faciliteraient leurs conditions de travail et qui leur permettraient de s'éduquer, de se former doivent être adoptées.

E- Des possibilités d'éducation et d'activité socio-culturelle doivent être assurées à tous les ouvriers pour qu'ils puissent augmenter leurs connaissances et compétences et développer leurs capacités.

F- On doit mettre fin à la privation de leurs droits économiques, démocratiques et politiques des ouvriers qui ont été forcés à émigrer pour trouver du travail à l'étranger, et on doit prendre des mesures pour créer des emplois à leur offrir dès leur rentrée.

G- Le code du travail agricole doit être adopté au plus tôt, tous les ouvriers agricoles, y compris les ouvriers passagers et saisonniers doivent être inclus dans le cadre de la Sécurité Sociale. Les ouvriers passagers et saisonniers doivent être libérés de l'emprise et du vol des intermédiaires. Des mesures immédiates et efficaces doivent être prises pour absorber le suremploi agricole et pour canaliser les chômeurs reconnus ou déguisés vers l'industrie et les autres branches du travail.

H- Pour que les travailleurs aient une sécurité dans le cas où ils sont licenciés ou restent sans emploi pour d'autres raisons, la loi sur les assurances-chômage doit être adoptée sans tarder.

9. A- La distribution injuste des terres, qui est un facteur important de la misère des masses paysannes et une entrave à la démocratisation doit être réorganisée en faveur des paysans sans terres et des petits propriétaires. Une grande et démocratique réforme agraire dépassant les "régions-pilotes" doit être faite.

B- Les coopératives existantes doivent se libérer de l'emprise des familles et personnes notables locales; leur structure intérieure et leur fonctionnement doivent se démocratiser, et la masse des paysans pauvres et moyens doivent pouvoir participer à la direction des coopératives. Parallèlement à l'application de la réforme agraire et agricole, les aides d'Etat et les facilités de crédit doivent être assurées et l'union des paysans pauvres et moyens dans des coopératives de production doivent être encouragées. On doit leur permettre de passer au type de production utilisant des machines agricoles et des techniques avancées. Les inputs agricoles doivent être assurés par le monopole d'Etat.

C- Un contrôle et une vérification efficaces doivent encadrer l'utilisation des fonds de crédit bancaires; la distribution du crédit doit être réaménagée en faveur des paysans pauvres et moyens; les crédits dont le montant atteint des milliards et qui, quelle que soit leur étiquette ou la personnalité des emprunteurs, sont finalement utilisés dans la spéculation doivent être absolument supprimés.

10. Le plus grand danger qui menace la démocratie est l'impérialisme et le grand capital monopoliste, origines des tendances et oppressions anti-démocratiques. Le moyen pour ouvrir le chemin à la suppression de la domination de ces forces les plus réactionnaires est de réaliser des nationalisations radicales sous le pouvoir des classes ouvrières et travailleuses. Néanmoins, il est possible dans une certaine mesure dans les conditions actuelles, d'ébranler le joug du grand capital, qui opprime les masses travailleuses populaires et d'attaquer son influence dans tous les domaines de la vie sociale. Il faut profiter des possibilités légales qu'on peut utiliser contre les activités monopolistes, et adopter de nouvelles lois efficaces. Les entreprises du grand capital monopoliste doivent être créées dans ce but, il faut mettre fin à l'union et à la coopération qui existe entre les grandes entreprises monopolistes et les entreprises publiques et qui consiste à piller les fonds publics; un contrôle fiscal efficace doit être mis en place.

11. Les assurances sociales, la Caisse des Retraités, et le "Bag-Kur" (assurance sociales pour les professions libérales) doivent être réunis dans une même institution de Sécurité Sociale où la base d'adhérents participera efficacement à la direction et à l'inspection. Les caisses particulières de sécurité sociale d'autres institutions, avec leurs fonds accumulés et les profits obtenus par la mise en valeur de ces fonds doivent être incluses dans cette unique institution. OYAK (Fondation d'aide mutuelle militaire), MEYAK (Fondation d'aide mutuelle des fonctionnaires) et l'IYAK qui est encore un projet (Fondation d'aide

mutuelle ouvrière) visent à faire entrer l'armée, la bureaucratie et les syndicats ouvriers dans les domaines de l'industrie et du commerce et par ce moyen, à concerner et intégrer ces larges et influentes masses populaires dans le capitalisme et l'impérialisme; pour cette raison OYAK et MEYAK doivent être liquidées, les biens d'OYAK nationalisés et le projet d'IYAK doit être abandonné.

12. A- La durée du service militaire doit être raccourcie,

B- L'aide aux familles de militaire doit couvrir toutes les familles de soldats et, se basant sur le salaire minimum, doit être financée par le budget d'Etat.

C- Les troupes militaires ne doivent pas être utilisées dans l'oppression de la lutte que mènent les ouvriers, les paysans, et la jeunesse pour leurs droits et libertés démocratiques-économiques.

13. L'éducation et l'enseignement doivent se démocratiser et se fonder sur une base scientifiques.

A- Il faut mettre fin aux pratiques visant à tenir les élèves, les étudiants et les institutions scolaires et universitaires sous l'oppression fasciste, confessionnelles ou du moins réactionnaire et à conditionner les jeunes générations à ce niveau; il faut mettre fin aux menaces, aux assassinats qui suppriment la sécurité des personnes et le droit à l'éducation dans les facultés et les foyers étudiants. Toutes les pratiques discriminatoires doivent prendre fin.

B- La démocratisation des écoles supérieures et des universités exige le choix démocratique de leurs dirigeants par des élections auxquelles participent les membres du corps enseignant, les assistants et les délégués étudiants. D'autre part, il faut assurer la participation des ouvriers, fonctionnaires et autres travailleurs de ces institutions à la direction de celles-ci.

C- Les législations particulières sur certaines universités doivent être supprimées, et toutes les universités doivent s'attacher à la même législation. Les articles anti-démocratiques de la loi sur les universités doivent être éliminées, l'autonomie réelle des universités assurée, les limitations aux droits politiques des enseignants supprimées. On doit permettre aux étudiants de s'organiser librement dans les écoles supérieures et les facultés; les délégués étudiants doivent pouvoir efficacement participer à la direction de ces institutions.

D- Dans l'enseignement primaire et secondaire les dirigeants doivent être élus par le corps enseignant, et surtout dans le secondaire. Des organisations d'élèves doivent se former dans les écoles pour représenter les élèves devant la direction pour exposer leurs problèmes et revendications, et pour contribuer à l'organisation de la vie scolaire.

E- Les programmes et les manuels du primaire et du secondaire doivent se baser sur des fondements scientifiques et doivent répondre aux exigences du développement social. Les représentants des organisations démocratiques des enseignants doivent participer efficacement à leur élaboration.

F- Les différences de qualité d'éducation entre les écoles doivent être supprimées et des chances égales d'accès à l'enseignement doivent être assurées à tous. L'enseignement du soir et l'enseignement par correspondance, intégré à la production, doivent s'appliquer efficacement et massivement.

LA POLITIQUE EXTERIEURE

14. Les tentatives de résolution du problème chypriote selon un plan imposé par les Etats-Unis et par sa médiation visent au "partage" effectif de l'île sous une apparence d'Etat Fédératif, à en faire une base américaine pour contrôler et menacer d'une façon permanente la Méditerranée Orientale et le Proche-Orient et par conséquent à faire dépendre encore plus la Turquie de l'impérialisme américain et de l'OTAN. La formation d'un Etat de Chypre dont l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, le non-alignement seraient garantis internationalement. Epuré sous cette garantie de toute base et régiment étranger et lui-même démilitarisé, où le fonctionnement interne de chacune des deux communautés serait démocratisée, où les masses populaires et travailleuses participeraient à la direction des affaires communautaires et étatiques et vivraient fraternellement, en harmonie dans des conditions égales, serait la solution la plus conforme aux

droits et intérêts des communautés turque et grecque de Chypre, de la Turquie et de la Grèce, à la sécurité de la Méditerranée et du Proche-Orient ainsi qu'à la paix mondiale. Le problème chypriote doit être résolu dans le cadre de ces principes.

15. Le problème de la mer Egée doit être résolu pacifiquement, de manière à sauvegarder les droits et intérêts respectifs de la Turquie et de la Grèce et à la maintenir ouverte à la circulation internationale. Les Douze Iles (les grandes îles grecques de la mer Egée) doivent être démilitarisées de nouveau par la Grèce par la suppression des bases militaires et la Turquie doit cesser d'afficher des prétentions sur ces îles.

16. La solution fondamentale étant la sortie de la Turquie de l'OTAN, l'accord militaire bilatéral actuellement en vigueur entre la Turquie et les Etats-Unis doit être réjeté par la Grande Assemblée Nationale; les forces armées doivent se débarrasser de leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis du point de vue des munitions et du matériel, et doivent se réorganiser non pas selon la stratégie atlantique (de l'OTAN) mais selon les impératifs de la défense de la patrie.

17. L'accord d'association CEE-Turquie dont le caractère nocif au développement, à l'industrialisation, aux intérêts de la Turquie est aujourd'hui complètement révélé, doit être annulé, et remplacé par des traités commerciaux bilatéraux entre la CEE et notre pays.

18. Le document sur la coopération politique entre la Turquie et l'URSS, collectivement préparé, doit être signé au plus tôt, et des pactes d'amitié et de non-agression doivent être faits avec tous les pays voisins.

III.

LES TACHES SPECIFIQUES DU PARTI

1. A- Le PGC du TIP, en vue de la réalisation des revendications et des objectifs exposés dans la deuxième partie de ces résolutions, estime nécessaire la lutte de toutes les forces démocratiques dans l'union et la solidarité la plus large; donne aux organes dirigeants du parti et à tous ses membres individuellement la tâche de faire tous les efforts possibles pour atteindre ce but.

B- Le PGC du TIP, dans cette optique, en partant des impératifs de l'indépendance nationale et de la démocratisation du pays, fait un appel au Parti Républicain du Peuple (CHP) pour la coopération et pour l'union des forces contre l'impérialisme et le fascisme et cela dans le cadre des objectifs, des analyses et des propositions de solution exposés dans la deuxième partie.

2. A- Le PGC du TIP dénonce la position de collaboration de classe qui vise à retenir le mouvement syndical de la classe ouvrière de Turquie dans les limites fixées par la bourgeoisie; et affirme sa volonté de lutte pour neutraliser et puis liquider cette conception dans le mouvement syndical.

B- Le PGC du TIP réaffirme sa volonté de lutte contre tout courant et conception qui consiste à dévier le mouvement syndical progressiste de son chemin et qui menace de le mettre au diapason d'une certaine fraction de la bourgeoisie.

3. Le PGC du TIP attire l'attention des membres du parti sur la tâche de renforcer le mouvement partisan chez les ouvriers agricoles et les paysans pauvres qui sont les alliés premiers de la classe ouvrière, d'assurer leur participation à la lutte en les organisant dans l'orientation de leurs intérêts et revendications économiques et démocratiques.

4. Le PGC du TIP considère comme un devoir prioritaire des partisans de travailler pour renforcer et développer les organisations démocratiques de masse des enseignants, des techniciens, et d'autres couches travailleuses ainsi que d'accroître l'audience du parti parmi ces couches et de lutter contre les courants tendant à diviser l'union des travailleurs.

Le PGC du TIP constate les conséquences négatives de la situation de désordre d'organisation qui règne parmi la jeunesse, pour la cause de l'indépendance, de démocratie et de socialisme, cause défendue dans tous les domaines de la vie sociale. Par conséquent il recommande aux partisans d'accroître l'influence ./.

dirigeante du parti chez les jeunes de toutes les classes travailleuses et d'orienter cette influence vers des organisations de masse efficaces, qui sont encore à créer.

5. Le PGC du TIP considérant que les fondements de l'organisation du parti sont jetés dans les villes et régions où la classe ouvrière est intensément présente, juge indispensable le renforcement et l'amélioration de la structure de l'organisation dans ces lieux, la création de l'organisation dans les autres et aussi l'élargissement et le renforcement de l'organisation dans les campagnes, entreprise amorcée pendant l'été 1976.

6. Le PGC du TIP observe la solidité de la structure du parti, qui est formé par des milliers d'adhérents selon les principes du socialisme scientifique, il prévoit un accroissement des effectifs du parti en gagnant de nouveaux membres conscients, d'avant-garde et combattifs, sans oublier un instant que le prolétariat doit avoir le poids le plus important dans l'organisation. D'autre part, il attire l'attention sur la nécessité d'augmenter les effectifs féminins et d'élever la proportion des adhérentes. Il charge particulièrement les organisations de base de la réalisation de ces objectifs.

7. Le PGC du TIP, considère que la souplesse politique dont a besoin la lutte pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme, pour toucher les masses les plus larges possibles et pour s'assurer le soutien des forces progressistes, patriotes, démocrates, est indissociable de la défense rigoureuse et sans concession de l'idéologie de la classe ouvrière.

Le PGC du TIP définit sa position vis-à-vis du mouvement social-démocrate et des lignes petite-bourgeoises, en tenant compte de caractère double de ces courants politico-idéologiques. Il insiste sur la nécessité de briser l'influence négatives sur les classes ouvrière et travailleuses de ces courants qui refusent la réalité de la lutte des classes, le rôle révolutionnaire d'avant-garde de la classe ouvrière et qui manifestent souvent des tendances de collaboration avec l'impérialisme et la bourgeoisie tout en luttent pour faire venir ces courants sur des positions plus cohérentes, plus conséquentes dans la lutte pour l'indépendance et la démocratie.

Le PGC du TIP insiste encore une fois sur la nécessité de prendre des positions résolues et de combattre le maoïsme et le gauchisme qui ont des influences nocives, destructrices non seulement pour le mouvement socialiste mais pour toutes les évolutions progressistes. Il affirme que la lutte démocratique contre la politique et les pratiques chauvines en Anatolie de l'Est et du Sud-Est ne peut triompher qu'en s'intégrant dans la lutte de la classe ouvrière pour l'indépendance, la démocratie, le socialisme.

Le PGC du TIP affirme sa foi dans les succès de sa lutte, qu'il mène avec beaucoup de responsabilité devant toutes les déviations "de droite" et "de gauche".

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN INFO-TÜRK

Pour chaque édition en turc, anglais et français
l'abonnement annuel: Belgique 100 FB, étranger 200 FB

Virement:

COODIFF s.c. - Compte: 001-0414791-95 - Bruxelles - Belgique

Correspondance:

Agence Info-Türk
Coodiff s.c. - 561, chaussée de Ninove - 1080 Bruxelles - Belgique
